



CGT-FINANCES PUBLIQUES 72

33 av du général De Gaulle 72038 LE MANS CEDEX 09

Tel : 02 43 83 85 15

cgt.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr

<https://72.cgtfinancespubliques.fr>

[page Facebook : CGT Finances Publiques Sarthe](#)

Jeudi 19 janvier 2023, les agents de la DDFIP 72 étaient 54.49 % en grève !!

Avec 20 points de plus que la moyenne nationale, les agents de la DDFIP 72 ont montré leur mécontentement contre le projet de réforme des retraites.

Au plan national, c'est le plus fort taux à la DGFIP.

Malgré cette situation, aucune réaction de la part de la direction départementale.

Le CSAL est reconvoqué pour acter les 14 nouvelles suppressions d'emplois pour 2023.

Aucun changement ! Aucune négociation !

Les conditions de travail se détériorent de plus en plus.

La réponse du DDFIP : offrir des petits déjeuners à une poignée d'agents, acheter des baby-foot pour les installer dans des salles de repos où personne n'a le temps d'aller, embellir les services avec des pots de plastique remplis de terre végétale sans fleur, participer à des réunions qui ne servent qu'à cautionner les décisions de destruction de la DGFIP, encourageant les suppressions d'emplois.

Sans nul doute, les agents ont montré leur désapprobation !

Les revendications des agents sont toujours là !

- La retraite à taux plein à 60 ans pour toutes et tous avec l'abrogation du mécanisme de la décote,
- Un droit au départ anticipé avant l'âge de 60 ans pour celles et ceux qui exercent des travaux pénibles. Dans le cadre du service actif, un référentiel métiers par corps qui appréhende la pénibilité de façon collective et non pas individuelle,
- La pension minimale à 2 000 euros bruts et la revalorisation de toutes les pensions et retraites,
- Le maintien et le renforcement de la retraite par répartition, des régimes spéciaux existants, du Code des pensions civiles et militaires, de la CNRACL, de l'IRCANTEC, du FSPOIE, etc.
- L'augmentation des salaires et des traitements avec, tout de suite, une hausse d'au moins 10 % de la valeur du point de l'indice,
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la revalorisation des filières à prédominance féminine.

Le gouvernement propose de **TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS.**
Cette réforme va encore faire chuter le niveau des pensions. !

L'ARGENT EXISTE POUR FINANCER NOS RETRAITES !

- L'augmentation des salaires de 3.5%, c'est 6.5 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires,
- L'augmentation du point d'indice dans la fonction publique ; c'est 6 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires,
- L'égalité salariale femme / homme, c'est 5.5 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires,
- Supprimer les exonérations de cotisations sociales, c'est 20 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires,
- Soumettre à cotisations l'épargne salariale, c'est 10 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires,
- Instaurer un malus sur les emplois précaires, c'est 10 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires.

**Oui, il est possible de financer notre système de protection sociale
en imposant des mesures de justice sociale,
et de gagner le retour à la retraite à 60 ans et avant pour les métiers pénibles !**



**Mobilisons-nous, continuons,
participons massivement aux manifestations
unitaires et interprofessionnelles du 31 janvier !**

**Rendez-vous à 13h30
Place des Jacobins, au Mans
(Rond point, angle rue Wilbur Wright et Av de Paderborn)**